

28 novembre 2023

(23-8048)

Page: 1/5

**Comité du commerce et du développement,  
Session extraordinaire  
Comité des négociations commerciales**

Original: anglais

**DOCUMENT DU G-90 POUR LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DU COMMERCE ET  
DU DÉVELOPPEMENT (SESSION EXTRAORDINAIRE DU CCD) SUR DES PROPOSITIONS  
CONCERNANT LE TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ DANS LE CADRE  
DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ASPECTS DES DROITS DE  
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE  
(TRANSFERT DE TECHNOLOGIE)**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'AFRIQUE DU SUD AU NOM DU GROUPE AFRICAIN,  
DU GROUPE DES PMA ET DE L'ORGANISATION DES ÉTATS D'AFRIQUE,  
DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE (OEACP)

La communication ci-après, datée du 22 novembre 2023, est distribuée à la demande de la délégation de l'Afrique du Sud au nom du Groupe africain, du Groupe des PMA et de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).

---

## **1 INTRODUCTION**

1. Le G-90 présente les propositions ci-après conformément à l'instruction donnée au paragraphe 2 du document final de la douzième Conférence ministérielle (CM12) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (WT/MIN(22)/24-WT/L/1135). La présente contribution a pour but de faire avancer les travaux liés au réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié (TSD) en vue de les renforcer et les rendre plus précises, plus efficaces et plus opérationnelles, conformément au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha.

2. Les propositions de texte présentées en rapport avec l'article 66:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) sont fondées sur la communication présentée par le G-90 à la Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement (Session extraordinaire du CCD), reproduite dans le document JOB/TN/CTD/2-JOB/TNC/106, dans le cadre des dix propositions axées sur des accords particuliers que le G-90 présente pour des négociations en vue d'obtenir des résultats pour la CM13 au plus tard, conformément à la feuille de route qu'il a proposée et présentée à la Session extraordinaire du CCD et qui a été approuvée ultérieurement par le Comité à sa réunion du 20 mars 2023.

## **2 RAISON D'ÊTRE DES PROPOSITIONS DU G-90 AXÉES SUR DES ACCORDS PARTICULIERS**

3. Le G-90 rappelle les principes clés ci-après pour la réalisation de l'objectif consistant à faire en sorte que les dispositions relatives au TSD soient précises, effectives et opérationnelles, conformément au mandat de négociation:

- Le TSD pour les pays en développement et les pays les moins avancés fait partie intégrante de l'architecture du système commercial multilatéral et constitue un droit ancré dans les traités.

- Le mandat énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration de Doha et réaffirmé à la CM12 consiste à examiner les dispositions relatives au TSD prévues dans les accords visés en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles.

4. Le G-90 ne cherche pas à obtenir des exemptions générales des engagements, mais à assurer la mise en œuvre effective des dispositions existantes en matière de TSD. Les propositions visent à concrétiser les engagements pris collectivement par les Membres de l'OMC au titre de plusieurs Accords de l'Organisation consistant à faciliter l'intégration effective des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) dans le système commercial multilatéral.

5. Le TSD ne se limite pas aux périodes de transition, au renforcement des capacités et à l'assistance technique, mais devrait être intrinsèquement intégré dans les règles commerciales pour ménager aux pays en développement et aux PMA une certaine flexibilité dans les moyens d'action pour atteindre leurs objectifs de développement, dans un climat de certitude.

6. Les propositions du G-90 ont été élaborées en vue d'assurer la stabilité, la prévisibilité et la transparence dans la mise en œuvre des dispositions existantes en matière de TSD, et de renforcer ainsi un domaine clé du système commercial multilatéral en faveur des intérêts des pays en développement, y compris les PMA. Ces propositions sont le résultat de délibérations minutieuses et approfondies entre les membres du G-90, tenant compte des besoins des Membres à différents niveaux de développement.

### **3 ARGUMENTS EN FAVEUR DU RENFORCEMENT DES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ POUR LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE AU TITRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

7. La technologie et l'innovation jouent un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale et sont essentielles pour répondre aux besoins humains urgents qui concernent entre autres l'amélioration de la santé, la sécurité alimentaire, l'eau et l'énergie et pour combattre les crises mondiales telles que les urgences sanitaires et le changement climatique. Le rôle de la technologie dans le développement attire davantage l'attention depuis quelques années, en particulier sur la question de savoir comment combler le fossé technologique entre les pays ayant des niveaux de capacités industrielles différents. La proposition du G-90 offre aux pays développés une réelle possibilité d'assumer leur engagement au titre de l'article 66:2, de contribuer significativement à la réalisation des ODD et à la réduction de la fracture technologique et d'envoyer un signal positif sur le rôle que le système commercial multilatéral peut jouer en faveur de la croissance et du développement des PMA.

8. L'article 7 concernant les "Objectifs" de l'Accord sur les ADPIC dispose que la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle devraient contribuer à la promotion de l'innovation technologique et au transfert et à la diffusion de la technologie, à l'avantage mutuel de ceux qui génèrent et de ceux qui utilisent des connaissances techniques et d'une manière propice au bien-être social et économique, et à assurer un équilibre de droits et d'obligations. Le transfert de technologie fait donc partie intégrante de l'Accord sur les ADPIC.

9. Les PMA ont fait l'objet d'une attention particulière, car il a été reconnu que la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC leur imposerait une charge supplémentaire et qu'ils avaient besoin d'une marge de manœuvre maximale pour développer leur capacité technologique de répondre à leurs besoins en matière de développement. Une attention spéciale est accordée à ces pays dans le préambule et à l'article 66 de l'Accord sur les ADPIC. Dans ce contexte, l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC prescrit aux pays développés d'offrir des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les PMA Membres pour leur permettre de "se doter d'une base technologique solide et viable".

10. L'une des préoccupations essentielles des PMA est que, même si certains Membres ont fait des efforts, la mise en œuvre de l'article 66:2 reste en deçà de la lettre et de l'esprit du mandat énoncé dans l'Accord sur les ADPIC. Plus particulièrement, certaines politiques et certains programmes notifiés par les pays développés ciblent peu, voire pas du tout, les PMA. Les PMA demandent que ces programmes soient rendus plus efficaces pour atteindre leur objectif prévu. Ainsi, même si les pays développés Membres font régulièrement rapport sur leurs contributions au titre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC, la réalité est que les notifications manquent de clarté

sur la nature des incitations et la question de savoir si elles sont suffisantes pour entraîner un transfert de technologie vers les PMA, et en particulier si elles contribuent véritablement à la création d'une base technologique solide et viable dans les PMA. De nombreuses notifications continuent de montrer que les bénéficiaires des mesures d'incitation ne sont pas des PMA et, dans les cas où les PMA sont mentionnés comme bénéficiaires dans les notifications, les mesures en question n'entraînent aucun transfert de technologie. De plus, en l'absence d'une interprétation commune de ce qu'inclut le transfert de technologie, les programmes de renforcement des capacités techniques sont parfois présentés comme du transfert de technologie.

11. Le Groupe des PMA a présenté plusieurs communications spécifiques au Conseil des ADPIC (documents IP/C/W/561 du 6 octobre 2011, IP/C/W/640 du 16 février 2018, RD/IP/24 du 14 juin 2018 et IP/C/W/664 du 17 juillet 2020) afin d'aider davantage les pays développés à fournir des rapports plus clairs et plus précis sur la mise en œuvre de leur obligation au titre de l'article 66:2.

12. Il est plus urgent et pertinent que jamais de rendre opérationnel le transfert de technologie. Outre des vulnérabilités structurelles de longue date aggravées par des déficiences en matière de soutien international, les PMA sont aux prises avec des difficultés nouvelles qui se multiplient, exacerbées par la crise de la COVID-19, le changement climatique, les modifications de la dynamique du commerce au sein d'une économie mondiale toujours plus numérique et un paysage technologique qui évolue rapidement. Entre-temps, la disparité technologique entre, d'une part, les PMA et, de l'autre, les pays développés et les autres pays en développement continue de s'élargir.

13. Le rapport 2023 de l'ONU sur les Objectifs de développement durable souligne les fortes disparités qui existent entre les pays riches et les pays pauvres en matière de productivité industrielle. Il est probable que les PMA n'atteindront pas leur objectif de doublement de la part du secteur manufacturier dans le PIB prévu pour 2030. La valeur ajoutée du secteur manufacturier (VAM) par habitant s'élevait à 156 dollars dans les PMA, contre 5 093 dollars en Europe et en Amérique du Nord. En 2020, la part des produits de moyenne et haute technologie dans l'activité manufacturière totale restait faible dans les PMA avec 10,6%, contre 47,7% en Europe et en Amérique du Nord.

14. La technologie est au cœur de la transformation structurelle pour le développement durable. Elle est le pilier de l'économie du savoir et du numérique au XXI<sup>ème</sup> siècle. Il est tout aussi essentiel de s'attaquer aux polycrises actuelles qui ont des conséquences sur les PMA. Par exemple, le rapport 2022 de la CNUCED sur les PMA souligne que ces pays, qui ont à peine contribué au changement climatique, sont les plus exposés à la crise climatique. Au cours des 50 dernières années, 69% des décès causés par des catastrophes climatiques ont eu lieu dans les PMA.

15. L'évolution des capacités de production des PMA, dominées actuellement par des secteurs à base de ressources naturelles, vers des secteurs manufacturiers de moyenne et haute technologie offrant une valeur ajoutée peut permettre une expansion économique durable, stimuler la croissance verte et améliorer la résilience aux chocs extérieurs et aux défis émergents. En outre, si les capacités technologiques ne sont pas améliorées de manière importante et rapide, les PMA risquent fort de passer à côté des possibilités commerciales offertes par la révolution technologique verte, actuellement dominée par les pays développés.

16. L'objectif de développement durable 17.6 à 8 encourage la coopération internationale en matière de technologie et d'innovation et l'accès à ces dernières, y compris la promotion, le développement, la généralisation et la diffusion des technologies pour les pays en développement et les PMA. Un élément clé du rôle de l'OMC à cet égard est la mise en œuvre intégrale et effective de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC.

17. Certains Membres développés ont fait valoir qu'il était difficile pour les gouvernements d'assurer le transfert de technologie, car la technologie fait l'objet de contrats et de droits privés. Or l'article 66:2 indique clairement que la responsabilité d'offrir des incitations adéquates au transfert de technologie incombe aux pays développés Membres. Il importe de noter qu'il s'agit là d'un engagement ferme contracté il y a plus d'un quart de siècle par les pays développés, et non d'une promesse d'effort maximal.

18. Des mesures efficaces en faveur du transfert de technologie vers les PMA peuvent jouer un rôle vital en aidant ces pays à moderniser et à développer leurs capacités de production et en favorisant leur développement durable.

19. Le Groupe des PMA a établi une liste exemplative (document RD/IP/24) indiquant les types de programmes qui, selon lui, pourraient être considérés comme des incitations ou un transfert de technologie réel. Les pays développés Membres sont encouragés à utiliser cette liste comme guide pour mettre en œuvre leur obligation au titre de l'article 66:2.

20. Une mesure que les pays développés peuvent prendre sans délai pour mettre en œuvre leur obligation au titre de l'article 66:2 est d'assujettir la fourniture de fonds publics aux entreprises et institutions sur leur territoire à des modalités et conditions qui facilitent le transfert de technologie et de savoir-faire connexes aux PMA, en vue de créer une base technologique solide et viable. Les pays développés Membres devraient en outre dresser un inventaire des technologies détenues par des entités publiques et offrir des incitations aux entreprises et aux établissements sur leur territoire pour le transfert de ces technologies et savoir-faire aux PMA sur leur demande.

21. Les Accords de l'OMC devraient aussi être réexaminés en vue d'offrir aux PMA une plus grande marge de manœuvre pour établir une base technologique solide et viable. Le G-90 propose, dans l'annexe 1, une décision visant à atteindre les objectifs susmentionnés.

## **ANNEXE 1**

### **SUGGESTIONS DE LIBELLÉ POUR L'ACCORD SUR LE TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ EN VUE DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIE AU TITRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

Eu égard au paragraphe 2 de l'article 66 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que les pays développés Membres offriront des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés Membres pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable,

Décide ce qui suit:

- 1) Les pays développés feront en sorte que la fourniture de fonds publics aux entreprises et institutions sur leur territoire soit assujettie à des modalités et conditions qui facilitent rapidement le transfert de technologie et de savoir-faire connexes vers les pays les moins avancés Membres, en vue de créer une base technologique solide et viable dans ces Membres.
  - 2) Les pays développés dresseront et publieront un inventaire de toutes les technologies détenues (en tout ou partie) par des entités publiques et, sur la demande de tout pays moins avancé Membre, transféreront ces technologies et les savoir-faire connexes en offrant des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire, en vue de créer une base technologique solide et viable dans le pays le moins avancé Membre qui a fait la demande.
-